Un centenaire qui n'aura pas lieu

Michel Vovelle

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/5493>

DOI : 10.4000/ahrf.5493

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 179-182

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Michel Vovelle, « Un centenaire qui n'aura pas lieu », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 332 | avril-juin 2003, mis en ligne le 22 avril 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/5493> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.5493>

DÉBATS

UN CENTENAIRE QUI N'AURA PAS LIEU

MICHEL VOVELLE

On se plaint de la multiplication des anniversaires, centenaires ou cinquantenaires qui imposent à la production historique une scansion obligée et assez artificielle. Sans doute a-t-on raison, j'en conviens, même si j'ai lourdement pêché dans cette voie, dans les années du bicentenaire de la Révolution, et en quelques autres occasions. Mais celle-ci en valait la peine, et c'était un rendez-vous d'honneur, qu'on ne pouvait pas manquer.

En tout cas, en voici un autre auquel nous avons échappé, par la grâce d'un ministre du gouvernement de la « gauche plurielle » : celui du centenaire de la création en 1903 par le Parlement à l'initiative de Jean Jaurès, de la « Commission de recherche et de publication de textes et de documents relatifs à l'histoire économique de la Révolution française ». Elle a vécu jusqu'en juin 2000, allégeant sa titulature sans perdre son identité : dénommée successivement « Commission d'histoire économique et sociale de la Révolution française », puis « Commission d'histoire de la Révolution française » dans le cadre du Comité des travaux historiques et scientifiques. Pour tous, elle restait simplement la « Commission Jaurès ». L'arrêté ministériel du 11 février 2000 réformant les structures du Comité des travaux historiques et scientifiques en supprimant les « commissions » existantes pour les fondre dans des « sections » lui a fait l'honneur ambigu d'une mention spéciale dans un article particulier qui en a décrété la suppression.

La commission Jaurès a été absorbée dans une section née de la scission de la Section d'histoire moderne et de celle d'histoire contemporaine,

pour prendre le titre de « Section d'histoire moderne, de la Révolution française et des révolutions ». Le terminus reste vague mais débarrasse les contemporanéistes de l'héritage encombrant des turbulences du XIX^e siècle.

Ce titre alambiqué suffit aux promoteurs de cette opération, comme aux recyclés de la Commission Jaurès qui après un baroud d'honneur vite étouffé se sont pliés au nouvel ordre des choses, après la mise à l'écart de certaines personnalités, à assurer que la Commission Jaurès n'est pas morte : à l'intérieur de la section nouvellement créée elle reste une commission de la Révolution française au même titre qu'il subsiste une commission d'Histoire moderne même si ces structures internes n'ont pas la garantie de stabilité d'un statut permanent ni la dignité ou l'autonomie antérieures. Et l'on argue que la commission de la Révolution française reçoit de l'argent, et publie comme devant. Tout ceci est bien beau mais n'annule pas l'article précis de l'arrêté ministériel auquel nous avons fait référence. La bienveillance des nouveaux collègues historiens modernistes est réelle, et au demeurant le temps travaille pour eux, quand la limite d'âge éclaircissant les rangs des « jacobins historiques », un rééquilibrage numérique s'opérera légitimement au profit de l'Histoire moderne aujourd'hui sous-représentée.

Car il serait vain de se leurrer : c'est bien une option historiographique et idéologique majeure qui a été prise par « l'abolition » non point des privilèges, mais du statut spécifique de la Révolution de 1789, en tant qu'événement fondateur de la France contemporaine, aux origines des démocraties actuelles... La voici rentrée dans le rang « des » révolutions – soit – mais plus encore réabsorbée dans la longue durée pluriséculaire qui va du XVI^e siècle au milieu du XIX^e siècle sans doute. C'est la fin de l'exception française et le triomphe d'une certaine « révision » – disons « lecture critique » pour éviter toute ambiguïté qui a dénoncé la voie révolutionnaire à la française comme génératrice de l'illusion égalitaire dans laquelle l'histoire des démocraties modernes se serait longuement fourvoyée.

La démarche n'est pas nouvelle, et elle a fait ses preuves ; c'est, bien connue, celle de l'amalgame et de la réunion des contraires : Histoire moderne et révolution(s), temps court et temps long réconciliés, voici une version du « tube Réformes et Révolution », qui rappelle au vieux briscard que je suis la façon dont le Comité international des sciences historiques a naguère éludé la commémoration de la Révolution française dans son congrès de Madrid en 1990, où ce rendez-vous s'imposait semble-t-il. En confiant la maîtrise d'œuvre du thème « Réformes et Révolution » à un Américain inconnu et à un académicien de la R.D.A. en déconfiture, le résultat était garanti ! Un rapport sur la Révolution comme mythe, un autre sur le « gender » comme il se doit... J'ai oublié le titre du troisième mais la recette est éprouvée ! Réformes/Révolution, longue durée/temps court, le chaud et le froid : le petit (?) bourgeois n'a pas fini de dire « d'un côté, de

l'autre »... Comme il faut se garder quelques satisfactions, j'ajouterai que l'indigence de la séance plénière sur ce thème, fut compensée par l'affluence record à celle de la Commission internationale d'histoire de la Révolution française, où fut présenté un bilan du Bicentenaire... Et la présidente du C.T.H.S., madame Ahrweiller ne manqua pas de le relever sarcastiquement, « Il y a eu beaucoup de monde chez vous cet après-midi. Cela n'a pas fait plaisir à tout le monde... ». Cela se passait en 1990, au lendemain d'un bicentenaire où la bataille d'idées n'avait pas été perdue.

Dix ans plus tard, le tournant a été pris en France, et la dénonciation rituelle au ministère comme chez certains collègues de la place abusive tenue par la décennie révolutionnaire, dans les institutions comme dans l'enseignement, a trouvé son expression conclusive dans la suppression de la Commission Jaurès, au nom de la modernisation des structures, bien sûr.

Il faut sans doute en prendre acte comme le reflet d'un rapport des forces, sinon de « l'esprit du temps ». La Révolution est terminée sous les formes – héritages, espoirs, rêves ou perversions – qu'elle revêtait pour nous. L'histoire qui s'écrit sur la période révolutionnaire aujourd'hui prospecte plus volontiers la période directoriale, et point simplement pour respecter le calendrier commémoratif, mais parce qu'il convient au sortir du jacobinisme, de redécouvrir les « néojacobins » que Suratteau ne prisait guère, mais qui ont su et dû mettre dans leur poche la Constitution de 1793 pour défendre celle de l'an III, et l'idéal de la démocratie représentative dont hériteront les libéraux de la Restauration. Nos amis italiens déconstruisent l'image de Buonarrotti, le vieux semeur d'illusion. Ne nous risquons pas à un parallèle aventuré mais chaque époque formule ses curiosités en fonction, ou en reflet du contexte vécu.

Faut-il pour cela prendre son parti et se soumettre à la pensée unique du libéralisme aujourd'hui hégémonique ? Nous avons du moins le droit de dire que nous ne sommes pas dupes, en écrivant l'histoire de ce qui s'est passé pour ceux qui nous suivront.

La suppression de la Commission Jaurès n'est pas un épisode d'une petite guerre pichrocoline au sein des institutions de la recherche, avec des anciens et des modernes. Il se trouve que l'épisode est documenté, puisque, par une ironie de l'histoire, le Comité des travaux historiques et scientifiques avait en 1998 passé commande à ses sections et commissions d'un historique de leurs activités : une tâche que seule la Commission d'histoire de la Révolution française avait menée à bien, sous la plume de sa secrétaire Christine Peyrard pour la période courant jusqu'aux années 1980, sous la mienne (avec l'assistance de Claude Mazauric) pour la séquence la plus récente. Mais le récit au vrai de ces débats et combats de la Commission Jaurès tombait au plus mal au moment même où le ministère et les responsables du C.T.H.S. préparaient la réforme assassine. Ce qui explique que la

copie présentée aux autorités par la Commission en 1999 fut refusée ignominieusement, sans la moindre ouverture de dialogue. Les lettres que j'ai adressées successivement au ministre Claude Allègre et à son successeur Jack Lang pour m'indigner de cette censure n'ont même pas eu l'honneur d'un accusé de réception. On doit à l'ouverture d'esprit des publications de l'Université de Provence, la publication de ce manuscrit, dont la teneur avait été présentée dans une journée d'étude à Aix*.

Cette publication doit retenir l'attention, et point seulement des historiens de la Révolution. Elle porte témoignage à la fois de la vie de la Commission Jaurès, sur près d'un siècle, et de sa mort passée presque inaperçue. Les lettres adressées en 1999 aux responsables et aux personnalités politiques de la « gauche plurielle » alors au pouvoir n'ont pas eu plus d'écho ni de réponse que celles qu'ont reçues les ministres, à deux exceptions près – un petit article dans *l'Humanité*, un témoignage de sympathie de François Hollande qui s'engageait à mobiliser ses amis socialistes. Mais nous n'avons pas vu la suite. Peut-être drapés dans notre dignité d'érudits au service de la science n'avions-nous pas été assez visibles, en un temps où la médiatisation fait loi.

Mais en dehors de toute amertume personnelle, sans ressasser le regret que les irresponsables de la gauche au pouvoir n'aient pas eu la patience de laisser à la droite le soin de faire cette besogne, il importe de ne pas masquer ou se dissimuler, sous couvert de réalisme et d'adaptation à une nécessaire « modernisation », la portée non seulement symbolique mais idéologique de cette suppression, comme il importe aussi d'assurer un devoir de mémoire, ainsi qu'on dit aujourd'hui. Nous le devons à celle de Jean Jaurès, historien de la Grande Révolution et je confie ce message aux colonnes des *Annales historiques de la Révolution française*, sans, pour le coup, craindre la censure dans la revue d'Albert Mathiez qui y donna l'exemple du franc parler.

Michel VOVELLE

* *Héritages de la Révolution française, à la lumière de Jaurès*, sous la Direction de Christine PEYRARD et Michel VOVELLE. Publications de l'Université de Provence, 29, avenue Robert Schuman 13621 Aix-en-Provence Cedex.